



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/NGO/17
22 janvier 1960
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET
DE LA PROTECTION DES MINORITES
Douzième session
Point 7 de l'ordre du jour

MESURES A PRENDRE POUR METTRE FIN A TOUTE PROPAGANDE EN FAVEUR D'UNE
HOSTILITE NATIONALE, RACIALE OU RELIGIEUSE QUI CONSTITUE UNE INCITATION
A LA HAINE OU A LA VIOLENCE, OU AUX DEUX A LA FOIS

Exposé présenté par la Fédération internationale des femmes diplômées
des universités, organisation non gouvernementale dotée du statut
consultatif de la catégorie B

Le Secrétaire général a reçu l'exposé suivant qu'il fait distribuer conformément aux paragraphes 28 et 29 de la résolution 288 B (X) du Conseil économique et social.

La Fédération internationale des femmes diplômées des universités est heureuse de l'occasion qui s'offre à elle de souligner l'importance qu'elle attache au point 7 de l'ordre du jour. Aux termes de l'article premier de ses statuts, la Fédération a pour objet "d'assurer l'entente et d'encourager l'amitié entre les femmes diplômées des universités du monde entier, sans distinction de race, de religion ou d'opinions politiques"; parmi les membres des cinquante associations nationales affiliées à la Fédération, de nombreuses nationalités, races, et croyances religieuses sont effectivement représentées.

Les récentes manifestations d'antisémitisme sont bien faites pour rappeler qu'il faut toujours opposer des moyens efficaces aux campagnes de haine dirigées contre des groupes nationaux, ethniques ou religieux. Les mesures disciplinaires visant à mettre un frein aux activités de ceux qui dirigent ces campagnes ou qui y participent sont plutôt du ressort des gouvernements, mais ce n'est pas aux seuls

gouvernements qu'il appartient de prendre des mesures radicales pour éliminer de l'esprit des hommes cette forme de préjugé et de superstition particulièrement dangereuse et nuisible : la responsabilité en incombe aussi aux familles, aux écoles, aux publications, aux organisations internationales comme la Fédération et, en réalité, à toutes les institutions et à tous les organismes qui, par leur action, concourent au progrès de l'éducation au sens le plus large du terme. La Fédération internationale des femmes diplômées des universités demande donc instamment à la Sous-Commission de donner toute son attention aux mesures visées au point 7 de l'ordre du jour et l'assure que la Fédération, en tant qu'organisation internationale, interracial et interreligieuse, continuera de prendre et d'appuyer de son mieux toutes mesures propres à mettre fin à la propagande en faveur d'une hostilité nationale, raciale ou religieuse.
